

Publications périodiques

Comptes annuels

CAISSE FEDERALE CREDIT MUTUEL ANTILLES GUYANE

Siège social : 6, rue du Professeur R Garcin, 97200 Fort de France 682 033 261 R.C.S. Fort de France

*Comptes globalisés approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 mai 2019***I. — Bilan au 31 décembre 2018**
(En milliers d'euros)

Actif	31/12/2018	31/12/2017	% d'évolution
Caisse, banques centrales, CCP	71 777	65 534	10%
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	327 993	316 118	4%
Opérations avec la clientèle	1 668 508	1 611 108	4%
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable	5	14	-66%
Participations et autres titres détenus à long terme	1 289	1 039	24%
Parts dans les entreprises liées	7 724	6 767	14%
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Location simple			
Immobilisations incorporelles	462	527	-12%
Immobilisations corporelles	21 366	21 266	0%
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	31 026	35 217	-12%
Comptes de régularisation	28 223	29 466	-4%
Total de l'actif	2 158 373	2 087 058	3%

Passif	31/12/2018	31/12/2017	% d'évolution
Banques centrales, CCP	8	6	27%
Dettes envers les établissements de crédit	186 176	237 941	-22%
Opérations avec la clientèle	1 512 345	1 419 565	7%
Dettes représentées par un titre	0	8	
Autres passifs	13 872	13 847	0%
Comptes de régularisation	39 555	29 851	33%
Provisions	27 633	26 017	6%
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	149 118	140 598	6%
Capitaux propres hors FRBG	229 668	219 225	5%
Capital souscrit	59 867	59 712	0%
Primes d'émission			
Réserves	158 845	147 711	8%
Ecarts de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau (+/-)			
Résultat de l'exercice (+/-)	10 955	11 802	-7%
Total du passif	2 158 373	2 087 058	3%

Hors bilan	31/12/2018	31/12/2017	% d'évolution
Engagements donnés :			
Engagements de financement	228 437	214 136	7%
Engagements de garantie	32 176	29 317	10%
Engagements sur titres	0	0	
Engagements reçus :			
Engagements de financement	40 400	40 400	0%
Engagements de garantie	109 275	94 934	15%
Engagements sur titres	0	0	

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2018
(En milliers d'euros)

	31/12/2018	31/12/2017	% d'évolution
Intérêts et produits assimilés	58 329	63 048	-7%
Intérêts et charges assimilées	-10 385	-9 441	10%
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées			
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées			
Produits sur opérations de location simple			

Charges sur opérations de location simple			
Revenu des titres à revenu variable	18	15	19%
Commissions (produits)	42 535	41 255	3%
Commissions (charges)	-8 159	-8 889	-8%
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	498	383	30%
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-9	0	10175%
Autres produits d'exploitation bancaire	196	378	-48%
Autres charges d'exploitation bancaire	-475	-707	-33%
Produit net bancaire	82 547	86 043	-4%
Charges générales d'exploitation	-50 288	-48 643	3%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-1 574	-1 642	-4%
Résultat brut d'exploitation	30 685	35 759	-14%
Coût du risque	-1 210	-3 921	-69%
Résultat d'exploitation	29 475	31 838	-7%
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-91	-36	153%
Résultat courant avant impôt	29 384	31 802	-8%
Résultat exceptionnel	-184	7	-2746%
Impôts sur les bénéfices	-9 725	-10 085	-4%
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	-8 520	-9 922	-14%
Résultat net	10 955	11 802	-7%

III. — Notes annexes aux comptes annuels

L'article R511-3 du Code monétaire et financier prévoit que le respect de la réglementation bancaire, telle que définie à l'article L611-1 du même Code, est apprécié collectivement en cas d'agrément délivré par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution - ACPR à une caisse fédérale de crédit mutuel et aux caisses locales qui lui sont affiliées.

La Fédération du Crédit Mutuel Antilles-Guyane est affiliée à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, organe central au sens des dispositions des articles 511-30 et suivants du Code monétaire et financier. L'organe central est chargé de veiller à la cohésion du réseau et de s'assurer du bon fonctionnement des établissements affiliés, en prenant toutes les mesures nécessaires pour garantir leur liquidité et leur solvabilité. Au Crédit Mutuel, ces dispositions se traduisent notamment par l'alimentation, à hauteur de 2% des dépôts, d'un compte ouvert à la Caisse centrale du Crédit Mutuel destiné à garantir, en cas de besoin, la liquidité des affiliés.

1. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes sont établis en milliers d'euros.

Les comptes globalisés sont établis conformément aux principes comptables généraux et aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dont le règlement 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- La continuité de l'exploitation
- La permanence des méthodes
- L'indépendance des exercices.

La globalisation des comptes est une opération qui consiste à agréger les comptes individuels des différentes entités du périmètre.

Elle comporte essentiellement comme opérations :

- Le cumul des comptes sociaux individuels,
- L'élimination des opérations réciproques (actif, passif, charges, produits et hors bilan),
- L'élimination des titres de participation et des dividendes perçus entre sociétés incluses dans le périmètre de globalisation.

Les entités qui forment le périmètre de globalisation au 31 décembre 2018 sont :

- La Fédération du Crédit Mutuel Antilles-Guyane ,
- Les caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Antilles-Guyane,
- La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Antilles- Guyane.

1.1. Evaluation des créances et dettes

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi d'un concours, et les commissions versées aux apporteurs d'affaires sur crédits sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts.

Cet étalement est comptabilisé en produits nets d'intérêts au compte de résultat.

Au bilan, les commissions reçues qui font l'objet d'un étalement sont intégrées à l'encours de crédit concerné.

Les créances et dettes rattachées (intérêts courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

1.2. Créances éligibles au refinancement d'une banque centrale

Le montant des créances sur la clientèle éligibles au refinancement d'une banque centrale est de 21.664K€ au 31/12/2018.

1.3. Créances douteuses

Les créances de toute nature sont déclassées en créances douteuses dans les cas suivants :

- En cas de survenance d'une échéance impayée de plus de neuf mois aux collectivités locales, de plus de six mois pour les crédits immobiliers aux acquéreurs de logement, de plus de trois mois pour les autres concours.
- Lorsque la créance présente un caractère contentieux judiciaire (procédures d'alerte, de redressement, de liquidation judiciaire, etc.).
- Lorsque la créance présente d'autres risques de non recouvrement total ou partiel.

Le système de « contagion » est en vigueur dans le groupe, à savoir, la classification en créance douteuse d'un encours accordé à une personne physique ou morale entraîne l'intégralité des engagements sur cette personne vers les rubriques d'encours douteux.

Les créances douteuses font l'objet de dépréciations individualisées créance par créance.

Les intérêts comptabilisés des créances douteuses sont provisionnés à 100%.

Les dépréciations ou reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties se rapportant à des intérêts sur créances douteuses sont enregistrées au poste « intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Le principal de la créance est provisionné selon l'estimation la plus probable de la dépréciation, conformément aux principes généraux de prudence.

Le calcul de la dépréciation tient compte de la valeur de réalisation des garanties personnelles ou réelles liées à la créance.

Les dépréciations constituées couvrent la perte prévisionnelle actualisée au taux d'intérêt d'origine du crédit. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux et les flux prévisionnels de recouvrement. La détermination des flux de recouvrement repose notamment sur des statistiques qui permettent d'estimer la série de recouvrement moyennes dans le temps à partir de la date de déclassement du crédit. Une reprise de dépréciation du fait du passage du temps est enregistrée en produit net bancaire.

Conformément au règlement ANC 2014-07, les encours douteux pour lesquels la déchéance du terme a été prononcée ou qui sont classés depuis plus d'un an en créances douteuses, sont spécifiquement identifiés dans la catégorie « encours douteux compromis ».

La banque a défini des règles internes de déclassement automatique, qui présument le caractère nécessairement compromis de la créance dès lors qu'elle a été classée plus d'un an en créance douteuse, sauf à démontrer formellement l'existence et la validité de garanties couvrant la totalité des risques. La comptabilisation des intérêts sur la créance cesse à partir du classement en « encours douteux compromis ».

Le règlement ANC 2014-07 prescrit un traitement spécifique de certains encours restructurés. Lorsqu'ils sont significatifs, les encours douteux redevenus sains à la suite d'une restructuration à des conditions hors marché sont isolés dans une catégorie spécifique. Dans cette hypothèse, les abandons de principal ou d'intérêts, échus ou courus, ainsi que les écarts d'intérêts futurs, sont immédiatement constatés en perte, puis réintégrés au fur et à mesure de l'amortissement du prêt. Le nombre de prêts concernés et les montants en cause sont faibles et le calcul d'une décote serait sans impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

1.4. Les titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation détenus par le groupe sont comptabilisés au coût historique. Ils font l'objet de dépréciations individuelles lorsque leur valeur d'inventaire appréciée par référence à la situation nette et/ou aux perspectives futures, est inférieure au prix d'acquisition.

1.5. Opérations sur titres

Le poste du bilan Actions et autres titres à revenu variable enregistre des titres de placement.

Cette classification résulte de l'application du règlement ANC 2014-07, qui prescrit la ventilation des titres en fonction de leur destination.

Titres de placement

Les titres de placement sont acquis avec l'intention de les détenir plus de six mois, afin d'en tirer un revenu direct ou une plus-value. Cette détention n'implique pas, pour les titres à revenu fixe, une conservation jusqu'à l'échéance. Les primes ou décotes constatées lors de l'acquisition de titres à revenu fixe sont étalées sur la durée de vie de l'instrument concerné, conformément à l'option offerte par le règlement ANC 2014-07. A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes sur titres de placement, corrigées éventuellement des amortissements et reprises des différences visées ci-dessus, font l'objet d'un provisionnement individuel. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

1.6. Immobilisations

Conformément au règlement ANC 2014-03, les immobilisations corporelles sont amorties sur la durée d'utilité correspondant à la durée réelle d'utilisation du bien, en tenant compte, le cas échéant, de leur valeur résiduelle. Dans le cas où les composants d'un actif ont des durées d'utilité différentes, chacun d'entre eux est comptabilisé séparément et fait l'objet d'un plan d'amortissement propre. Un amortissement dérogatoire peut être pratiqué dans les conditions admises par la réglementation, lorsque la durée d'usage admise fiscalement est plus courte que la durée d'utilité du bien ou du composant.

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur tels qu'une diminution de la valeur de marché, l'obsolescence ou la dégradation physique du bien, des changements dans le mode d'utilisation du bien, etc., un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien à sa valeur actuelle est effectué. En cas de comptabilisation d'une dépréciation, la base amortissable de l'actif est modifiée de manière prospective.

Durée et mode d'amortissement

	Durée	Mode	Taux
Construc exploitation	20 ans	Linéaire	5%
Construc exploitation	10 ans	Linéaire	10%
Construc equip exploitation	20 ans	Linéaire	5%
AAI immobilier d exploitation	10 ans	Linéaire	10%
AAI immobilier d exploitation	5 ans	Linéaire	20%
AAI immobilier d exploitation	3 ans	Linéaire	33%
AAI mobilier d exploitation	10 ans	Linéaire	10%
AAI mobilier d exploitation	5 ans	Linéaire	20%
Voiture particulière base DED	5 ans	Linéaire	20%
Matériel de bureau	5 ans	Linéaire	20%

Matériel informatique	3 ans	Linéaire	33%
Matériel de sécurité	10 ans	Linéaire	10%
Matériel de sécurité	5 ans	Linéaire	20%
Matériel imprimerie reprographie	5 ans	Linéaire	20%
Matériel d'exploitation divers	5 ans	Linéaire	20%
Mobilier d'exploitation	10 ans	Linéaire	10%
Mobilier d'exploitation	5 ans	Linéaire	20%

1.7. Stock d'immeubles

Le CMAG constate un stock de biens acquis par adjudication pour un montant total brut de 3.358K€.

Les immeubles sont comptabilisés à leur prix d'acquisition.

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur tels qu'une diminution de la valeur de marché, l'obsolescence ou la dégradation physique du bien, etc., une provision a été comptabilisée.

Le total des provisions comptabilisées à ce titre au 31/12/2018 s'élève à 45K€.

1.8. Conversion des opérations en devises

Les créances et dettes sont converties au cours de marché à la clôture de l'exercice.

Les actifs financiers sont convertis au cours de clôture.

Les produits et charges en devises sont enregistrés en résultat au cours de change en vigueur le dernier jour du mois de leur perception ou de leur paiement ; les charges et produits courus mais non payés à la date de clôture sont convertis au cours de change à cette date.

Les gains et pertes de change latents ou définitifs résultant des opérations de conversion sont constatés à chaque arrêté comptable.

1.9. Instruments financiers à terme (micro –couverture ferme)

Aucun contrat de taux d'intérêt n'a été conclu au cours de l'exercice 2018.

1.10. Engagements en matière de retraite, indemnités de fin de carrière et primes médaille du travail

La comptabilisation et l'évaluation des engagements de retraites et avantages similaires sont conformes à la recommandation n°2013-02 de l'ANC.

1.10.1. Régimes de retraite des employés

Les pensions de retraite sont prises en charge par diverses institutions auxquelles les employeurs et leurs salariés versent périodiquement des cotisations. Ces dernières sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont dues.

D'autre part, les salariés de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire financé par l'employeur, au travers d'un contrat d'assurance de type article 83 CGI qui assure le service d'un régime de capitalisation en points à cotisations définies qui assure le service d'une rente viagère.

1.10.2. Indemnités de fin de carrière et primes de médailles du travail

Les futures indemnités de fin de carrière et primes à verser pour l'attribution de médailles de travail sont intégralement couvertes par des contrats d'assurance.

Les primes versées annuellement prennent en compte les droits acquis au 31 décembre de chaque exercice, pondérés par des coefficients de rotation et de probabilité de survie du personnel.

Les engagements sont calculés suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. Sont notamment pris en compte, la mortalité, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les engagements correspondants aux droits acquis par les salariés au 31 décembre sont intégralement couverts par les réserves constituées auprès de la compagnie d'assurances. Les indemnités de fin de carrière et primes médailles du travail arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursements par l'assureur.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui atteint son 62ème anniversaire.

- Engagement de fin de carrière

L'ajustement de l'exercice 2018 s'est traduit par un versement complémentaire de 291k€.

Le total d'engagement retenu s'élève ainsi à 3.067K€ qui est couvert à 100%.

La gestion des fonds ainsi constitués est déléguée par contrat aux Assurances du Crédit Mutuel.

Les paramètres sont les suivants :

Taux d'actualisation	1,50%	
Taux de rotation	Tranche d'âge	Taux
	âge <= 30 ans	3.30%
	âge <= 40 ans	1.20%
	âge <= 50 ans	0.50%
	âge <= 59 ans	0.20%
	Au-delà	0.00%

Taux d'évolution des salaires	Tranche d'âge	Taux
	Age<= 30 ans	3.40%
	Age<= 40 ans	4.00%
	Age<= 50 ans	4.00%
	Age<= 59 ans	2.10%
	Au-delà	1.20%
Age de départ en retraite	62 ans	
Taux de charges sociales	57% pour les indemnités de fin de carrière	

Ancienneté	Indemnités (en nombre de mois de salaires)
De 1 à 10 ans	2 mois
A partir de 11 ans	3 mois

Etablissement	2017				2018			
	Effectif	Age moyen	SAB MOYEN	Ancienneté Moyenne	Effectif	Age moyen	SAB moyen	Ancienneté moyenne
350	338	42,67	45 034 €	15,65	347	42,54	45 088 €	15,73

Code société	Nom société	Passif social 2018	Passif social prévisionnel 2019	Cout des services rendus 2019	Passif taux actualisation -50pb	Passif taux actualisation résiduelle +50pb	Durée moyenne
350	CFCM ANT. GUYANE	3 067 136 €	3 048 397 €	182 712 €	3 261 299 €	2 892 007 €	18,38

- Engagement médailles du travail.
L'ajustement de l'exercice 2018 s'est traduit par un versement complémentaire de 396k€. Le total d'engagement retenu s'élève ainsi à 794K€.

Le barème est le suivant :

Echelon Argent à 15 ans : montant maximum entre 190 € brut par année d'ancienneté et un ½ mois de salaire brut mensuel (dans la limite d'un salaire brut mensuel)

Echelon Vermeil à 22 ans et 6 mois : un ½ mois de salaire brut mensuel

Echelon Vermeil à 26 ans et 3 mois : un ½ mois de salaire brut mensuel

Echelon Vermeil à 30 mois : un ½ mois de salaire brut mensuel

Les montants attribués sont calculés au prorata de la durée de services dans le groupe Crédit Mutuel par rapport à la carrière totale.

Code société	Nom société	Passif social 2018	Passif social prévisionnel 2019	Cout des services rendus 2019	Passif taux actualisation -50pb	Passif taux actualisation résiduelle +50pb	Durée moyenne
350	CFCM ANT. GUYANE	794 328 €	813 420 €	78 054 €	829 999 €	760 980 €	8,81

1.11. Les provisions

Les provisions affectées à des postes d'actifs sont déduites des créances correspondantes qui apparaissent ainsi pour leur montant net. Les provisions relatives aux engagements hors bilan sont inscrites en provisions pour risques.

Les entités incluses dans le périmètre de globalisation peuvent être parties à un certain nombre de litiges ; leurs issues possibles et leurs conséquences financières éventuelles sont examinées régulièrement et, en tant que de besoin, font l'objet de dotations aux provisions reconnues nécessaires.

Les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Antilles-Guyane constituent une provision forfaitaire sur les crédits. Son assiette repose sur les crédits mis en force durant l'exercice.

1.11.1. Provision épargne logement

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- Un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- Un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Lorsque ces engagements sont potentiellement défavorables, ils font l'objet de provisions calculées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07. Ces provisions couvrent les engagements sur contrats existant à la date de détermination de la provision ; il n'est pas tenu compte des futures ouvertures de plans et comptes épargne logement.

Les encours futurs liés aux produits d'épargne logement sont estimés à partir de statistiques comportementales des clients dans un environnement de taux donné. Les PEL qui sont souscrits dans le cadre d'une offre globale de produits liés et ne répondant pas aux lois comportementales susvisées sont exclus des projections. Les encours à risques qui font l'objet d'une provision sont constitués :

- Pour les dépôts PEL, de la différence entre les encours probables d'épargne et les encours d'épargne minimum attendus. Ces encours minimum sont déterminés avec un seuil de confiance de 99,5% sur la base de plusieurs milliers de scénarios de taux différents ;

- Pour les crédits épargne logement, des volumes futurs dépendant de la réalisation probable des droits acquis et des crédits déjà en force.

Les pertes futures sont évaluées par rapport aux taux non réglementés des comptes à terme pour l'épargne et des prêts ordinaires à l'habitat pour les crédits. Cette approche est menée par génération homogène de PEL et de CEL en termes de conditions réglementées, sans compensation entre les différentes générations. Les pertes ainsi déterminées sont actualisées à partir des taux déduits de la moyenne des douze derniers mois de la courbe des swaps zéro coupon contre Euribor 3 mois. Le montant des provisions repose sur la perte moyenne constatée à partir de plusieurs milliers de scénarios de taux générés par une modélisation stochastique. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

<i>En milliers d'euros</i>	Solde 2017	Solde 2018	Provision 2017	Provision 2018
Plans d'épargne-logement	135 673	138 800	808	2 373
- dont tranche d'ancienneté de 0 - 4 ans	40 074	47 777	291	1 646
- dont tranche d'ancienneté de 4 - 10 ans	49 526	47 911	354	348
- dont tranche d'ancienneté de plus de 10 ans	46 073	43 112	163	379
Comptes d'épargne-logement	26 741	27 015	114	23
Prêts épargne-logement	2 201	1 716	18	12

L'encours de crédit octroyés au titre des CEL et PEL au 31/12/2018 est de 1 072 k€ et 644 k€.

1.11.2. Les fonds pour risques bancaires généraux

Institué par le règlement CRBF-90-02 relatif aux fonds propres, ce fonds est constitué des montants que les entités décident d'affecter à la couverture de tels risques lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques inhérents à la profession bancaire, parmi lesquels l'exposition aux risques de taux et de contrepartie.

Au 31 décembre 2018, les montants affectés à ce fonds s'élèvent à 149.118k€, après dotation nette de 8.520 K€ au titre de l'exercice.

1.12. Impôts

1.12.1. Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi-CICE

La comptabilisation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi est conforme à la note d'information du 28 février 2013 du collège de l'Autorité des normes comptables.

Le montant du CICE, non imposable, d'un montant de 548 K€ est comptabilisé au crédit d'un sous compte de charges du personnel. La créance liée au dispositif est mobilisée dans son intégralité pour contribuer au financement des politiques d'investissements.

1.12.2. Impôts sur les bénéfices

Le poste "Impôt sur les bénéfices" d'un montant de 9.725 K€ comprend :

- L'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, majoré de la contribution sociale ;
- La contribution additionnelle sur les revenus distribués ;
- Les éventuelles régularisations afférentes aux exercices antérieurs et aux rappels d'impôt ;
- La charge ou le crédit d'impôt afférent aux crédits d'impôt sur prêts à taux zéro et prêts assimilés.

A compter de 2015, la collectivité de Saint Martin a réduit les taux d'imposition de l'impôt sur les sociétés, le taux normal est ramené à 20,00%, notre caisse locale a été concernée par ce changement.

L'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice et la contribution sociale sont déterminés selon la réglementation fiscale applicable. Les crédits d'impôt attachés aux revenus de valeurs mobilières ne sont pas comptabilisés. Leur imputation est faite directement en déduction de la charge d'impôt.

Les banques distribuent à leur clientèle des avances remboursables sans intérêt pour l'acquisition ou la construction de logements en accession à la propriété relevant du décret n° 2005-69 du 31 janvier 2005. Le coût de ces prêts, sans intérêt pour la clientèle, est pris en charge par l'Etat sous la forme d'un crédit d'impôt, lui-même imposable. En application de l'avis n° 2007-B du Comité d'urgence du CNC, la constatation de la charge d'impôt sur les crédits d'impôt obtenus au titre de ces avances est étalée selon une méthode actuarielle, concomitamment au produit d'intérêt déjà enregistré sur la durée de vie de ces prêts.

1.13. Informations diverses

1.13.1. Paradis-fiscaux- Implantation dans les Etats ou territoires non coopératifs en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les Etats ou territoires visés par l'article L511-45 du Code monétaire et financier.

1.13.2. Rémunérations allouées à l'ensemble des membres des conseils d'administration

Le montant global des rémunérations allouées à l'ensemble des membres des organes d'administration est de 62 K€.

1.13.3. Effectif moyen

L'effectif moyen est de 352 salariés.

1.13.4. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat s'élève pour 2018 à 121 K€.

Ces honoraires ont été facturés au titre du contrôle légal des comptes globalisés et des comptes sociaux de la CFCMAG et de la FCMAG.

<i>(En milliers d'euros hors taxes)</i>	KPMG	%	EXCO	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes globalisés	60.5	100%	60.5	100%
Autres services				
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes				

Autres prestations				
Services autres que la certification des comptes				
Total	60.5	100%	60.5	100%

1.13.5. Mécanisme d'émission et de remboursement du capital des caisses de Crédit Mutuel

Les caisses de Crédit Mutuel ont un capital social constitué :

- de parts A incessibles (valeur nominale 15 euros)
- de parts B négociables.

Les parts B ne peuvent être souscrites que par les sociétaires détenant au moins une part A. La part de catégorie B a une valeur nominale fixée à 1 euro, le montant minimum de détention et de rachat par sociétaire est de 75 parts.

Le montant maximum de parts B que le sociétaire peut souscrire est fixé par le Conseil d'administration de la fédération.

Le total des parts de la catégorie B émises par la Caisse ne peut excéder 12,5% de ses dépôts comptables.

Le sociétaire peut demander le remboursement de tout ou partie de ses parts B en observant un préavis de cinq ans. Le capital social de la Caisse peut diminuer dans les limites fixées par l'article 13 de la loi du 10 septembre 1947. Le remboursement de part sociale est soumis à l'autorisation du Conseil d'Administration de la Caisse locale.

En cas de dissolution, transformation, fusion ou autre, les parts de la catégorie B seront remboursées en priorité.

Au 31 décembre 2018, le capital des Caisses de Crédit Mutuel d'un montant global de 59.866€ se répartit comme suit :

- 11.508 K€ au titre des parts A, contre 11.453 K€ au 31 décembre 2017,
- 48.358 K€ au titre des parts B, contre 48.259 K€ au 31 décembre 2017,

1.13.6. Affectation des résultats

Le bénéfice du CMAG de l'exercice 2018 s'élève à 10.955 K€ et sera réparti comme suit :

- 10 231K€ en réserves ;
- 724K€ en intérêts de parts B.

1.13.7. Information sur les événements postérieurs à la clôture

Le 12 janvier 2019, le Conseil d'Administration de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Antilles Guyane donne son pré-accord en faveur d'un rapprochement avec le Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Le 22 février 2019 le Comité d'Entreprise du Crédit Mutuel Antilles Guyane donne un avis favorable à l'unanimité de ses membres, au projet de convergence vers le Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Le 21 mars 2019 le Conseil d'Administration de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Antilles Guyane se prononce en faveur la convergence vers le Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

1.14. Produits et charges exceptionnels

Il s'agit des produits et charges qui sont générés de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante de l'établissement.

Ont été exclus du résultat exceptionnel :

- Les éléments exceptionnels liés à l'activité courante.
- Les produits ou charges sur exercices antérieurs.

Ces éléments sont enregistrés selon leur nature dans les différents comptes de charges ou de produits du résultat courant.

Ont été également exclus du résultat exceptionnel :

- Les plus ou moins values de cession d'immobilisations.
- Les dotations ou reprises sur provisions réglementées.
- Les subventions versées ou reçues.
- Les abandons de créances.

Ces éléments ont été enregistrés dans les différents comptes de charges et produits prévus par le Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

1.15. Avoirs déposés à la Caisse des Dépôts

Avoirs déposés à la Caisse des dépôts et consignations et comptes inactifs (R. 312-21 du Code monétaire et financier)

La loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence impose de publier, à compter du 1^{er} janvier 2016, les informations suivantes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 :

Nombre de comptes et montants mentionnés au II de l'article L.312-19 du code monétaire et financier : 7.407 comptes pour 9 457 111.62 €

Nombre de comptes et montants mentionnés au titre de l'article L.312-20 du code monétaire et financier: 665 comptes pour 353 103.42 € déposés à la Caisse des dépôts et consignations.

1.16. Faits marquants

Les faits marquants de l'exercice sont les suivants :

Le lancement du plan Stratégique « Cap vers 2023 » et début des travaux sur une éventuelle convergence avec le Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

IV. — Annexes au bilan

Tableau 1 - Dépréciations des créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

	Encours 31/12/2018			Encours 31/12/2017		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Créances saines sur les établissements de crédit	327 993		327 993	316 118		316 118
Créances douteuses sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0
Total (poste 3 actif bilan)	327 993	0	327 993	316 118		316 118
Créances saines sur la clientèle	1 608 970		1 608 970	1 545 056		1 545 056
Créances douteuses sur la clientèle	106 227	46 689	59 538	116 327	50 275	66 052
Total (poste 4 actif bilan)	1 715 197	46 689	1 668 508	1 661 383	50 275	1 611 108

Tableau 2 - Ventilation entre les portefeuilles de transaction, de placement, d'investissement et les titres de l'activité du portefeuille (valeur nette) / créances représentatives de titres prêtés

	Portefeuille de transaction	Portefeuille de Placement	Portefeuille d'investissement	Titres de l'activité du portefeuille	Total	Dont créances représentatives de titres prêtés
Effets publics et valeurs assimilées (poste 2 bilan)						
Obligations et autres titres à revenu fixe (poste 5 bilan)						
Actions et autres titres à revenu variable (poste 6 bilan)		5			5	
Totaux		5			5	

Tableau 3 - Portefeuille titres : différences prix acquisition / prix de remboursement et valeur de marche / valeur d'acquisition, par portefeuille

	Portefeuille de Placement	Portefeuille d'investissement	Titres de l'activité de portefeuille	Total
Différences entre prix d'acquisition et prix de remboursement				
- négatives (prix d'acquisition < prix de remboursement)				
- positives (prix d'acquisition > prix de remboursement)				
Différences entre valeur de marché et valeur d'acquisition				
- moins values latentes (1) (valeur d'acquisition > valeur de marché)	-20			-20
- plus values latentes (valeur d'acquisition < valeur de marché)				

(1) : ces montants font l'objet d'une dépréciation

Tableau 4 - Portefeuille titres : ventilation selon l'émetteur et selon la cotation

Rubriques du bilan	Cotation		Créances rattachées	Total
	Titres cotés	Titres non cotés		
Obligations et autres titres à revenu fixe (poste 5 du bilan)				
- émis par des organismes publics				
- émis par d'autres organismes				
Actions et autres titres à revenu variable (poste 6 du bilan)	5			5
Totaux	5			5

Tableau 5 - Variation, sur l'exercice, des participations, des parts dans les entreprises liées et des autres titres détenus à long terme

	Participations	Parts dans les entreprises liées	Autres titres détenus à long terme
Montant brut en début d'exercice	1 060	6 767	
Entrées dans l'exercice	249	957	
- par acquisition	249	957	
- par transfert			
Sorties dans l'exercice			
- par cession		0	
- par transfert			
Montant brut en fin d'exercice	1 309	7 724	
- titres cotés			
- titres non cotés	1 309	7 724	
Montant cumulé des dépréciations en début d'exercice	21	0	
Dotations aux dépréciations			
Reprises sur dépréciations			
Montant cumulé des dépréciations en fin d'exercice	21	0	
Total net	1 289	7 724	

Tableau 6 - Liste des filiales et participations (1)

	Part de capital détenu (2)	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice
Filiales (notamment nom et siège)		Néant	
-			
-			
-			
Participations (notamment nom et siège)			
-			
-			
-			

(1) : liste des filiales et participations au sens des articles L233-1 (filiale si % détention supérieur à 50%) et L233-2 (participation si % de détention compris entre 10% et 50%) du code de commerce

(2) : capital détenu directement ou par prête nom

Tableau 7 - Tableau des filiales et participations (modèle imposé)

Informations financières sur les filiales et participations (1) (5)	Capital (6)	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (6) (10)	Quote-part du capital étendue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus (7)(8)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7)(9)	Montant des cautions et avals donnés par la société (7)	PNB ou Chiffre d'affaires hors taxes (à préciser) du dernier exercice écoulé (7)(10)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (7)(10)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (7)	Observations
				Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations (2)(3) 1. Filiales (1) (à détailler) (+ de 50% du capital détenu par la société) 2. Participations (à détailler) (10 à 50% du capital détenu par la société) B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations 1. Filiales non reprises au § A a. Filiales françaises (ensemble) b. Filiales étrangères (ensemble) (4) 2. Participations non reprises au § A a. dans des sociétés françaises (ensemble) b. dans des sociétés étrangères (ensemble)						Néant					

(1) Pour chacune des filiales et des entités, avec lesquelles la société a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN).

(2) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(3) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(4) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(5) Mentionner au pied du tableau la parité entre le franc métropolitain et les autres devises.

(6) Dans la monnaie locale d'opération.

(7) En francs français, puis en euros lorsque l'entité l'utilisera pour présenter ses comptes.

(8) Si le montant inscrit a été réévalué, indiquer le montant de l'écart de réévaluation dans la colonne observations.

(9) Mentionner dans cette colonne le total des prêts et avances (sous déduction des remboursements) à la clôture de l'exercice et, dans la colonne observations, les dépréciations constituées le cas échéant.

(10) S'il s'agit d'un exercice dont la clôture ne coïncide pas avec celle de l'exercice de la société, le préciser dans la colonne observations.

Tableau 8 - Opérations avec les entreprises liées et les participations

	Total du poste	Entreprises avec lesquelles existe un lien de participation		Entreprises liées	
		Total	Dont montants subordonnés	Total	Dont montants subordonnés
Actif					
- Créances sur les établissements de crédit					
- Créances sur la clientèle					
- Obligations et autres titres à revenu fixe					
Total des emplois					
Passif					
- Dettes sur les établissements de crédit			Néant		
- Dettes sur la clientèle					
- Dettes représentées par un titre					
- Dettes subordonnées					
Total des ressources					
Engagements donnés de financement					
- sur les établissements de crédit					
- sur la clientèle					
Total					
Engagements donnés de garantie					

- sur les établissements de crédit					
- sur la clientèle					
Total					
Engagements donnés sur titres					
- sur les établissements de crédit					
- sur la clientèle					
Total					

Tableau 9 - Immobilisations corporelles et incorporelles

	Montant début d'exercice	Acquisitions / Dotations	Réévaluations (+ / -)	Cessions / Mises au rebut / Reprises	Montant fin d'exercice
Immobilisations corporelles (poste 12 actif du bilan)					
- Montant brut	37 907	1 938		-946	38 900
- Amortissements	-16 641	-1 553		661	-17 533
- Dépréciations					
- Montant net	21 266	385		-285	21 366
Immobilisations incorporelles (poste 11 actif du bilan)					
- Montant brut	619			-45	573
- Amortissements	-92	-21		2	-111
- Dépréciations					
- Montant net	527	-21		-43	462

Tableau 10 - Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie (actif et passif du bilan)

	Stock à l'ouverture de l'exercice	Dotations brutes	Reprises	Autres variations (fluctuations du cours de change ...)	Stock à la clôture de l'exercice
Dépréciations de créances (actif)	50 275	6 780	10 368		46 689
Provisions sur engagements par signature (passif)	185	95	58		222
Autres dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie (passif)	22 903	1 260	792		23 372
. Dont dépréciations et provisions constatées en couverture des risques pays	0				0

Tableau 11 - Emission de bons de souscription d'obligations (informations à produire jusqu'à la date de péremption des bons)

	Informations au 31/12/2018	Informations au 31/12/2017
Modalités d'émission		
- Montant de l'émission		
- Nombre de bons		
- Prix d'exercice		
- Date limite d'exercice		
Mouvements sur les bons		
- Nombre de bons exercés	Néant	
- Montant reçu correspondant		
- Nombre de bons rachetés et annulés		
- Nombre de bons en circulation		
- Nouvel emprunt potentiel		
. en valeur		
. en nombre d'obligations		
- Evolution des cours		
. des bons		
. des obligations		

Tableau 12 - Emission d'obligations à bons de souscription d'obligations (informations à produire jusqu'à l'échéance des obligations et jusqu'à la date de péremption des bons)

	Informations au 31/12/2018	Informations au 31/12/2017
Modalités d'émission		
- Montant de l'émission		
- Nombre et valeur nominale des obligations		
- Modalités de remboursement		

- Taux d'intérêt - Nombre de bons - Prix d'exercice - Date limite d'exercice Mouvements sur les obligations - Nombre d'obligations en circulation - Nombre d'obligations en cours - Nombre d'obligations rachetées ou amorties dans l'année - Incidence du rachat d'obligations sur le résultat de l'exercice - Evolution des cours des obligations pendant l'exercice écoulé Mouvements sur les bons - Nombre de bons exercés - Montant reçu correspondant - Nombre de bons rachetés et annulés - Nombre de bons en circulation - Evolution des cours des bons	Néant	
--	-------	--

Tableau 13 - Actifs subordonnés

	Informations au 31/12/2018			Informations au 31/12/2017		
	Total du poste	Dont actifs subordonnés	Dont prêts participatifs	Total du poste	Dont actifs subordonnés	Dont prêts participatifs
Créances sur les établissements de crédit (poste 3 actif du bilan)	Néant					
Opérations avec la clientèle (poste 4 actif du bilan)						
Obligations et autres titres à revenu fixe (poste 5 actif du bilan)						
Total	0	0	0	0	0	0

Tableau 14 - Dettes subordonnées

	Informations au 31/12/2018				Montant au 31/12/2017
	Montant	Devise	Taux d'intérêt	Échéance (1)	
Informations sur chaque dette, matérialisée ou non par un titre, représentant plus de 10% du montant total des dettes subordonnées :					
- Emprunt 1			Néant		
- Emprunt 2					
- ...					
Montant global des autres dettes					
Total du poste 8 du bilan					

(1) : ou indication que l'emprunt est perpétuel

Tableau 15 - Provisions

	Stock à l'ouverture de l'exercice	Provisions constituées au cours de l'exercice	Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés et repris au cours de l'exercice	Stock à la clôture de l'exercice
Provisions relatives à des opérations bancaires ou connexes à l'activité bancaire	26 017	3 274	0	1 659	27 633
- Provisions pour retraites					
- Provisions pour impôts					
- Provisions pour restructuration					
- Provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie et sur engagements par signature	23 088	1 355		850	23 593
- Provisions Epargne - Logement...	940	1 469		0	2 408
- ...					
- Autres provisions	1 990	450		809	1 631
Provisions relatives à des opérations non bancaires ou non connexes à l'activité bancaire (par catégorie de provisions)					
- ...					
- ...					
Total du poste 7 du bilan	26 017	3 274		1 659	27 633

Tableau 16 - Variation des capitaux propres entre les exercices 2018 et 2017

	Début d'exercice	Affectation résultat exercice précédent	Variation de l'exercice (+/-)	Fin d'exercice
Total des capitaux propres hors réserves	71 514		-691	70 823
Total des réserves	147 711	11 134		158 845
- Réserve légale	5 936	92		6 028
- Réserves statutaires	139 447	11 042		150 490
- Autres réserves	2 327			2 327
Total	219 225	11 134	-691	229 668

Tableau 17 - Emission de bons de souscription d'actions (informations à produire jusqu'à la date de péremption des bons)

	Informations 31/12/2018	Informations 31/12/2017
Modalités d'émission	Néant	
- Montant de l'émission		
- Nombre de bons		
- Prix d'exercice		
- Date limite d'exercice		
Mouvements sur les bons		
- Nombre de bons exercés		
- Montant reçu correspondant		
- Nombre de bons rachetés et annulés		
- Nombre de bons en circulation		
- Augmentation potentielle de capital		
. en valeur		
. en nombre d'actions		
- Evolution des cours		
. des bons		
. des actions		
Effet de la dilution potentielle sur le bénéfice par action		

Tableau 18 - Emission d'obligations à bons de souscription d'actions (informations à produire jusqu'à l'échéance des obligations et jusqu'à la date de péremption des bons)

	Informations 31/12/2018	Informations 31/12/2017
Modalités d'émission	Néant	
- Montant de l'émission		
- Nombre et valeur nominale des obligations		
- Modalités de remboursement		
- Taux d'intérêt		
- Nombre de bons		
- Prix d'exercice des bons		
- Date limite d'exercice		
Mouvements sur les obligations		
- Nombre d'obligations en circulation		
- Montant de l'encours		
- Nombre d'obligations rachetées et amorties dans l'année		
- Incidence du rachat d'obligations sur le résultat de l'exercice		
- Evolution des cours des obligations pendant l'exercice écoulé		
Mouvements sur les bons		
- Nombre de bons exercés		
- Montant reçu correspondant		
- Nombre de bons rachetés et annulés		
- Nombre de bons en circulation		
- Augmentation potentielle de capital		
. en valeur		
. en nombre d'actions		
- Evolution des cours		
. des bons		
. des actions		
Effet de la dilution potentielle sur le bénéfice par action		

Tableau 20 - Réévaluation

	Informations 31/12/2018	Informations 31/12/2017
Eléments du bilan ayant fait l'objet d'une réévaluation (informations élément par élément)		
- élément 1		
. Montant brut		
. Ecart de réévaluation correspondant	Néant	
- élément ...		
. Montant brut		
. Ecart de réévaluation correspondant		
Montant de la provision spéciale de réévaluation inscrite au poste 15 du bilan		

Tableau 21 - Créances et dettes correspondant à des opérations effectuées avec le réseau (pour les établissements affiliés à un organe central)

	Informations au 31/12/2018		Informations au 31/12/2017	
	Total du poste	Dont opérations effectuées avec le réseau	Total du poste	Dont opérations effectuées avec le réseau
Créances sur les établissements de crédit (poste 3 actif du bilan)	327 993	242 978	316 118	240 808
Dettes envers les établissements de crédit (poste 2 passif du bilan)	186 176	137 206	237 941	186 222

Tableau 22 - Créances et dettes se rapportant à des pensions livrées sur titres

	Informations au 31/12/2017		Informations au 31/12/2016	
	Total du poste	Dont opérations se rapportant à des pensions livrées sur titres	Total du poste	Dont opérations se rapportant à des pensions livrées sur titres
Créances sur les établissements de crédit (poste 3 actif du bilan)				
Opérations avec la clientèle - actif (poste 4 actif du bilan)				
Dettes envers les établissements de crédit (poste 2 passif du bilan)				
- à ventiler selon la nature des actifs concernés		Néant		
Opérations avec la clientèle - passif (poste 3 passif du bilan)				
- à ventiler selon la nature des actifs concernés				

Tableau 23 - Ventilation des postes "autres actifs" et "autres passifs" du bilan

	Montants 31/12/2018	Montants 31/12/2017
Autres actifs	31 026	35 217
- Débiteurs divers	48	53
- Prime d'épargne logement	462	503
- Gestion collective codevi		
- Etat	19 442	20 325
- Certificats d'association		
- Dépôts et cautionnement	1 439	1 347
- Stock d'immeubles	3 313	2 186
- autres	6 323	10 803
Dont créances rattachées		
Autres passifs	13 872	13 847
- Dette représentative de titres empruntés		
- Créiteurs divers	1 009	11
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		
- Etat	10 124	10 905
- Salariés	481	614
- Organismes sociaux	1 272	1 312
- Autres	986	1 005
Dont dettes rattachées		

Tableau 24 - Ventilation des postes "comptes de régularisation" du bilan

	Montants 31/12/2018	Montants 31/12/2017
Comptes de régularisation actif	28 223	29 466
- Valeurs à l'encaissement	6 877	7 763
- Comptes d'ajustement sur instruments financiers	0	0
- Produits à recevoir	1 152	1 239
- Charges constatées d'avance	58	73
- autres	20 136	20 391
Dont créances rattachées		
Comptes de régularisation passif	39 555	29 851

- Produits constatés d'avance	12 822	11 523
- Charges à payer	6 841	6 813
- Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	0	0
- autres	19 892	11 515
Dont dettes rattachées		

Tableau 25 - Durée résiduelle : ventilation des créances et des dettes sur les établissements de crédit et sur la clientèle, des obligations et autres titres à revenu fixe, des dettes représentées par un titre

	Durée résiduelle inférieure ou égale à trois mois	Durée résiduelle de trois mois à un an	Durée résiduelle de un à cinq ans	Durée résiduelle de plus de cinq ans	Créances et dettes rattachées (1)	Total
Créances sur les établissements de crédit	219 842			107 592	560	327 993
- à vue	219 842					219 842
- à terme				107 592	560	108 152
Créances sur la clientèle	147 028	154 384	550 573	813 183	3 340	1 668 508
- créances commerciales	337					337
- autres concours à la clientèle	129 971	154 384	550 573	813 183	2 226	1 650 337
- comptes ordinaires débiteurs	16 721				1 114	17 834
- opérations d'affacturage						
Obligations et autres titres à revenu fixe						
Dettes envers les établissements de crédit	3 672	30 000	65 000	86 724	780	186 176
- à vue	3 672				0	3 672
- à terme		30 000	65 000	86 724	780	182 504
Opérations avec la clientèle	1 213 658	29 824	120 029	147 219	1 614	1 512 345
- comptes d'épargne à régime spécial	372 954	5 937	28 209	76 788	12	483 899
. à vue	324 599					324 599
. à terme	48 355	5 937	28 209	76 788	12	159 300
- autres dettes	840 705	23 887	91 820	70 432	1 602	1 028 446
.à vue	785 513				11	785 524
.à terme	55 192	23 887	91 820	70 432	1 591	242 922
Dettes représentées par un titre						
- bons de caisse						
- titres du marché interbancaire et titres de créances négociables						
- emprunts obligataires						
- autres dettes représentées par un titre						
Total	1 584 200	214 209	735 602	1 154 718	6 294	3 695 023

Tableau 26

	0-4 ans*	4-10 ans*	+10 ans*	Total
Montant des encours collectés au titre des PEL sur la phase épargne	47 777	47 911	43 112	138 800
Montant des provisions sur PEL	1 646	348	379	2 373
Dotations Provisions PEL				
Reprises Provisions PEL				
Montant des encours collectés au titre des CEL sur la phase épargne				27 015
Montant des provisions sur CEL				23
Dotations Provisions CEL				
Reprises Provisions CEL				
Montant des encours de crédits en vie octroyés au titre des PEL	0	0	0	1 072
Montant des provisions sur prêts PEL	0	0	0	12
Dotations Provisions PEL	0	0	0	
Reprises Provisions PEL	0	0	0	
Montant des encours de crédits en vie octroyés au titre des CEL				644
Montant des provisions sur prêts CEL				
Dotations Provisions CEL				
Reprises Provisions CEL				

*A renseigner si la ventilation par tranche d'ancienneté est possible à obtenir

En milliers d'euros	Solde 2017	Solde 2018	Provision 2017	Provision 2018
Plans d'épargne-logement	135 673	138 800	808	2 373
- dont tranche d'ancienneté de 0 - 4 ans	40 074	47 777	291	1 646
- dont tranche d'ancienneté de 4 - 10 ans	49 526	47 911	354	348
- dont tranche d'ancienneté de plus de 10 ans	46 073	43 112	163	379
Comptes d'épargne-logement	26 741	27 015	114	23

Prêts épargne-logement	2 201	1 716	18	12
------------------------	-------	-------	----	----

L'encours de crédit octroyés au titre des CEL et PEL au 31/12/2018 est de 1 072 k€ et 644 k€.

Annexes Hors Bilan au 31/12/2018

Effectifs moyens

Tableau 1 - Effectif moyen ou quote-part d'effectif moyen des entreprises consolidées respectivement par intégration globale ou par intégration proportionnelle

	Informations 31/12/2018	Informations 31/12/2017
Effectif moyen	352	355
- Dont employés	36	36
- Dont gradés	210	215
- Dont cadres	106	104

Engagements

Engagements de financement et de garantie conclus avec les établissements de crédit et avec la clientèle			
	Etablissements de crédit	Clientèle	Total du poste
Engagements de financement donnés		228 437	228 437
Engagements de garantie donnés		32 176	32 176
Engagements de financement reçus	40 400		40 400
Engagements de garantie reçus	109 275		109 275

Annexes comptes de résultat au 31/12/2018

Tableau 1 - Annexes 27 : Intérêts et produits assimilés

	Montants 31/12/2018	Montants 31/12/2017
Intérêts et produits assimilés (1) (poste 1 compte de résultat) :	58329	63048
- opérations avec des établissements de crédit	489	617
- opérations avec la clientèle	57836	62430
- opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe	4	1
- autres intérêts et produits assimilés		

Tableau 2 - Annexes 28 : Intérêts et charges assimilées

	Montants 31/12/2018	Montants 31/12/2017
Intérêts et charges assimilées (poste 2 compte de résultat) :	10 385	9 441
- opérations avec des établissements de crédit	1 257	800
- opérations avec la clientèle	9 129	8 641
- opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe		0
- opérations relatives à des dettes subordonnées du poste 8 du bilan		0
- autres intérêts et charges assimilées		

Tableau 3 - Annexes 29 : Revenus des titres à revenu variable

	Montants 31/12/2018	Montants 31/12/2017
Revenus des titres à revenu variable (poste 7 compte de résultat) relatifs aux :	18	15
- Actions et autres titres à revenu variable (poste 6 actif bilan)		
- Participations et autres titres détenus à long terme (poste 7 actif bilan)	-2	
- Autres parts dans les entreprises liées (poste 8 actif bilan)	20	15

Tableau 4 - Annexes 30 : Commissions

	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	8	0
Opérations avec la clientèle	15 318	80
Opérations sur titres		
Opérations sur change	70	-
Opérations sur instruments financiers à terme		
Prestations de services financiers	240	87
Commissions sur moyens de paiement	16 807	7 776
Opérations de hors-bilan		
Autres commissions	10 092	215

Total des postes 8 et 9 compte de résultat	42 535	8 159
--	--------	-------

Tableau 5 - Annexes 31 : Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

	Montants 31/12/2018	Montants 31/12/2017
Opérations sur titres de transaction		
Opérations sur change	498	383
Opérations sur instruments financiers à terme		
Total du poste 10 compte de résultat	498	383

Tableau 6 - Annexes 32 : Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés (poste 11 Compte de résultat)

	Plus et moins values réalisées		Dépréciations	
	Moins values	Plus values	Dotations	Reprises
Opérations sur titres de placement			-9	0
Opérations sur titres de l'activité de portefeuille				
Total (net : 0)	0	0	-9	0

Tableau 7 - Annexes 33 : Autres produits d'exploitation bancaire (poste 12 Compte de résultat)

	Montants 31/12/2018	Montants 31/12/2017
Produits des opérations de promotion immobilière		
Quote-part des opérations faites en commun		
Charges refacturées à l'exception des charges refacturées au franc le franc		
Transferts de charges		
Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat		
Produits sur opérations de crédit bail et assimilées effectuées à titre accessoire		
Produits sur opérations de location simple effectuées à titre accessoire	13	0
Produits provenant d'activités autres que les opérations de banque et autres que les opérations connexes	183	378
Total	196	378

Tableau 8 - Annexes 34 : Autres charges d'exploitation bancaire (poste 13 Compte de résultat)

	Montants 31/12/2018	Montants 31/12/2017
Charges des opérations de promotion immobilière		
Quote-part des opérations faites en commun	45	42
produits rétrocédés à l'exception des produits rétrocédés au franc le franc		
Charges sur opérations de crédit bail et assimilées effectuées à titre accessoire		
Charges sur opérations de location simple effectuées à titre accessoire		
Charges provenant d'activités autres que les opérations de banque et autres que les opérations connexes	430	665
Total	475	707

Tableau 9 - Annexes 35 : Charges générales d'exploitation (poste 15 compte de résultat)

	Montants 31/12/2018	Montants 31/12/2017
Frais de personnel :	31 383	29 929
- Salaires et traitements	19 418	17 801
- Charges de retraites	2 202	2 106
Dont charges constatées au titre des régimes à cotisations définies*		
- Autres charges sociales	7 785	7 648
- Intéressement et participation des salariés	1 978	2 374
Autres frais administratifs	18 905	18 713
Total	50 288	48 643

Tableau 10 - Annexes 36 : Coût du risque

	31/12/2018	31/12/2017
Dotations aux provisions liées à des créances	-6 539	-6 971
<i>Dont dotations aux provisions ART13</i>	<i>-1 573</i>	<i>-2 151</i>
Dotations aux provisions liées à des opérations de hors bilan		
Dotations aux provisions liées à d'autres risques et charges sur crédits	-1 355	-1 491
Créances irrécouvrables	-3 854	-2 421
Reprises de provisions liées à des créances	9 580	6 613
<i>Dont reprise de provision ART13</i>	<i>2 152</i>	<i>1 843</i>

Reprises de provisions liées à des opérations de hors bilan		
Reprises de provisions liées à d'autres risques et charges sur crédits	850	128
Récupération des créances amorties	107	220
Total	-1 210	-3 921

Tableau 11 - Annexes 37 : Gains ou pertes sur actifs immobilisés (poste 20 Compte de résultat)

	Gains ou pertes 31/12/2018	Gains ou pertes 31/12/2017
Sur immobilisations corporelles	-91	-36
Sur immobilisations incorporelles		
Sur titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme		
Total	-91	-36

Tableau 12 - Annexes 38 : Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat courant			Résultat exceptionnel		
	Régime de droit commun (taux normal)	Régime dérogatoire (taux réduit)	Régime dérogatoire (taux réduit)	Régime de droit commun (taux normal)	Régime de droit commun (taux normal)	Régime dérogatoire (taux réduit)
Base	17 788	3 417	9 440	801		
Taux d'imposition	33,33%	20,00%	28%	15%		
Impôt brut correspondant	5 929	683	2 643	120		
Crédits d'impôts, avoirs fiscaux et imputations	339					
Autres éléments (dont impôts additionnels)	10	0				
Impôt net (total : 9 725)	6 278	683	2 643	120		

V. — Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes globalisés

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale des Sociétaires du CREDIT MUTUEL ANTILLES GUYANE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par *votre* assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes globalisés du CREDIT MUTUEL ANTILLES GUYANE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes globalisés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de cet exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la globalisation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes globalisés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations· points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes globalisés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes globalisés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes globalisés pris isolément.

- Dépréciations des crédits sur une base individuelle

Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, le CMAG est exposée aux risques de crédit qui sont inhérents à son activité de banque de détail sur des acteurs implantés en Martinique, Guadeloupe, Guyane et Saint-Martin.</p> <p>Des dépréciations de prêts et créances sont constituées pour couvrir ces risques, principalement sur base individuelle.</p> <p>Une dépréciation individuelle est constatée dès la survenance d'un événement susceptible de se traduire par un défaut de recouvrement, partiel ou total, du prêt ou de la créance concerné (note 1.3 des annexes aux comptes globalisés).</p> <p>La qualification qui est donnée aux prêts et créances, de laquelle découle la constitution de provisions, ainsi que la détermination des conséquences du défaut de recouvrement, constituent une estimation significative au regard du niveau de complexité des modèles de calcul utilisés et de la place donnée au jugement de la direction. Une erreur de jugement ou de calcul pourrait avoir une incidence matérielle sur les résultats de la société.</p> <p>Comme indiqué dans la note « Dépréciation de créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle » de l'annexe, au 31 décembre 2018, les encours de créances nets de dépréciations sur la clientèle s'élèvent à 1 669 millions d'euros, dont 106,2 millions d'euros de créances douteuses ou contentieuses dépréciées à hauteur de 46,7 millions d'euros.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la Direction pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mené des entretiens avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de l'établissement afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte alimentation en comptabilité; • Effectué un examen analytique de la couverture des encours douteux et contentieux; • Apprécié par sondage le caractère approprié des dépréciations comptabilisées sur des dossiers de crédit présentant un risque avéré. <p>Nous avons vérifié que les notes annexes 1.3, tableaux 1 et 10 du bilan des comptes globalisés donnent une information appropriée.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes globalisés des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

- Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes du Crédit Mutuel Antilles Guyane par les assemblées générales du 20 mai 2011 pour le cabinet EXCO et Associés et du 15 mai 2009 pour le cabinet KPMG S.A.

Au 31 décembre 2018, le cabinet EXCO et Associés était dans la huitième année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la dixième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes globalisés

Il appartient à la direction d'établir des comptes globalisés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes globalisés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes globalisés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Crédit Mutuel Antilles Guyane à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le CMAG ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes globalisés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes globalisés

- Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes globalisés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes globalisés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre groupe.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes globalisés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une

opinion sur l'efficacité du contrôle interne;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes globalisés;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes globalisés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes globalisés et évalue si les comptes globalisés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes globalisés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

A Paris et Paris La Défense, le 2 mai 2019

Les commissaires aux comptes

EXCO et Associés
Loïc VALICHON

KPMG S.A.
Ulrich SARFATI

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.